

Puisque j'en suis dans les sujets à problème, j'aborde les Roms. Beaucoup d'entre vous m'ont interpellé sur les conditions à la fois de vie des Roms et sur la manière dont nous avons, au cours de cette année, mené ce dossier. Les conditions de vie des Roms sur le territoire national sont l'objet de nombreuses préoccupations.

Des terrains, des immeubles occupés illégalement par des familles Roms ont été évacués par la force publique depuis le début de cette année, pour mettre fin à des situations sanitaires et d'insécurité et aussi, des situations qui sur plan de la délinquance étaient totalement inadmissibles.

Dois-je rappeler ce que nous avons trouvé à Montreuil, à Saint-Denis, à la Plaine Saint-Denis ? Des femmes, des filles, des enfants obligés de voler, obligés de se prostituer, battus quand ils ne rapportaient pas assez d'argent ; des adultes vivant même pas de rapine, mais vivant de vols organisés, massifs. Dans le squat du Landy* des Roms de la plaine Saint-Denis, le butin que nous avons trouvé, le butin, Mesdames et Messieurs : 27 téléviseurs, 40 appareils photos, 6 caméscopes, 14 calculatrices, 13 ordinateurs, 65 appareils Hi-fi, 40 équipements d'ordinateurs, 159 téléphones portables, des consoles de jeux, etc. Ce, sans parler des fusils, des revolvers, des cartouches, des couteaux...

Voilà ce que ces gens abritent dans leur camp. Très franchement, à la lecture des procédures policières ou judiciaires, l'idée de dire qu'il y a des pauvres familles qui sont persécutées, forcées par d'autres, très franchement, ne tient pas la route. Il y a une complicité totale de l'ensemble de ceux-là.

Comment admettre que ces familles acceptent que leurs filles aillent se prostituer sur le boulevard des Maréchaux alors qu'elles ont entre 15 et 17 ans ? Quelle honte !

41

C'est vrai que ces populations commettent ce genre de chose, séjournent en France illégalement, vous le savez bien. Elles rentrent avec un visa Shengen qu'elles dépassent bien entendu, allègrement ; elles ne peuvent prouver les moindres revenus ou moyens d'existence demandés aux touristes. Elles ne démontrent aucune volonté de se fixer ni de s'insérer dans la communauté française. Aucune.

Dans les squats que l'on a, quels sont les enfants pour lesquels vous avez réellement eu, par les familles elles-mêmes, une demande de scolarisation ? Ils n'y en a pas.

C'est vrai que dans ce contexte, le Ministre de l'Intérieur a demandé aux préfets des départements de la région parisienne, entre autres, parce qu'il n'y a pas des Roms qu'en région parisienne mais il y en a beaucoup, de mettre en œuvre des politiques de reconduite.

J'ajoute qu'il faut bien être conscient que la Roumanie, aujourd'hui, est un état démocratique et libre. La dictature de Caucescu est loin. La Roumanie est candidate à l'Europe et va y entrer demain. Elle va encore progresser dans le domaine de la démocratie. Il n'y a aucune raison d'accepter en France ou dans un autre pays d'Europe cet exode de Roms. Les autres pays de l'Union européenne sont sur la même ligne.

Lorsqu'il y a eu à Bruxelles des réunions sur ce thème, l'ensemble des pays qui reçoivent des Roms sont tous sur la même disposition. Il faut promouvoir le retour en Roumanie de ces familles, l'organiser, l'aider, veiller. J'ai vu comme vous qu'un certain nombre d'organisations ont émis des critiques sur le système qui a été mis en place, sur la réalité de l'accueil tel qu'il est fait. Il faut se servir effectivement de ces critiques pour se retourner vers le gouvernement roumain et l'obliger à améliorer les choses. Il faut peut-être l'aider davantage.

Il y a dans le devoir de solidarité, dans le cadre de l'Union européenne, probablement des actions à mener, des financements à trouver. Ces gens qui n'ont aucune volonté d'intégration en France, qui viennent en France comme ils iraient dans n'importe quel autre pays, n'ont aucune volonté de travailler dans notre pays et de s'y implanter. Je crois que la politique que nous menons est la seule politique possible à l'heure actuelle.

Je vous indique, Mesdames et Messieurs, que si nous avons fait reculer leur présence cette année, très objectivement, dans ce département ou dans le Val-de-Marne, nous amplifierons cette politique en 2004, aidés d'ailleurs par la nouvelle législation qui va se mettre en place. Les instructions données aux préfets dans ce domaine sont très claires.

Cela veut-il dire que l'on se désintéresse de ceux qui sont encore là ? Non, bien entendu. Comme je l'indiquais tout à l'heure sur d'autres problèmes, nous avons une volonté, nous avons une politique, mais bien entendu, nous allons essayer de contribuer, avec un certain nombre de communes, à faire que ceux qui seront encore là, notamment cet hiver, soient là dans des conditions tolérables et que nous n'ayons pas dans les camps de Roms, des drames que nous ne pouvons pas admettre pour d'autres catégories.

Donc, bien entendu, la DASS, les associations, avec notre aide, notre assistance, avec les communes, très certainement, Monsieur le Président, avec le Conseil Général que l'on retrouve bien dans un système de ce genre, nous allons essayer de parer aux difficultés qui, pendant l'hiver, peuvent peser sur ces familles. Mais je vous indique bien par ailleurs et vous confirme encore une fois notre volonté, dès le retour des beaux jours, de continuer de façon forte la politique de reconduite en Roumanie que nous avons voulu mener.